

La mission de partout vers partout : les temps sont-ils mûrs ? ¹

Jean-François Zorn

« La mission de partout vers partout », voilà un slogan-programme qui flaire bon les années 1960. Il émane de la conférence mondiale de la Commission mission et évangélisation du Conseil œcuménique des Églises tenue à Mexico en 1963 dont le thème était : « La mission dans les six continents ». Cette décennie des années 1960 a vu s'achever simultanément, une période coloniale et une période missionnaire marquées par la domination de l'Occident sur le reste du monde. C'est la fin d'une période d'unilatéralisme dans les relations nord-sud au profit d'une période de multilatéralisme inaugurant la mondialisation des relations et des échanges et cette évolution touche aussi bien le monde politique que le monde religieux tant ces deux domaines sont liés depuis le début des contacts entre le Nord et le Sud du monde jusqu'à nos jours.

Si, plus d'un demi-siècle après le lancement de ce slogan-programme « la mission de partout vers partout », nous nous posons la question « Les temps sont-ils mûrs ? » c'est parce que les mutations engagées depuis ce temps-là se déroulent dans un temps relativement long, qu'elles peuvent accuser des retards, voire des reculs, quelquefois des accélérations. Ne parle-t-on pas en effet aujourd'hui de néo-colonialisme et, dans le domaine de la mission, de la survivance des images et des pratiques d'un autre temps où les missionnaires du Nord dirigeaient les Églises du Sud dont on considérait qu'ils étaient les seuls géniteurs ? Or si ce temps est révolu a-t-on bien pris conscience des changements survenus dans le monde depuis les années 1960, les slogan-programmes ont-ils pris forme dans des projets et des réalisations ?

C'est pourquoi il est bon aussi de s'interroger sur le temps que nous vivons avec le recul nécessaire vis-à-vis du temps précédant qui l'a façonné. Pour conduire cette réflexion, Nicolas Monnier a cru bon de faire parler un historien, un témoin et un acteur de la mission, de surcroît un Français, mais je suis également suisse. Je voudrais en effet être devant vous tout à la fois le pasteur réformé qui a œuvré sur le terrain ecclésial en France, le coopérant qui a servi dans une Église du sud au Togo, le secrétaire qui a travaillé à plusieurs postes dont celui de secrétaire général dans un service missionnaire, le Défap, l'équivalent français de DM-Échange et mission, l'historien du mouvement missionnaire auquel j'ai consacré une thèse de doctorat, enfin l'enseignant-chercheur qui essaye de théoriser la mission, à travers cette discipline théologique souvent méconnue qu'on nomme la missiologie. Je suis parvenu à la faire entrer dans le cursus des études de théologie à l'Institut Protestant de Théologie de Montpellier et de Paris, et je tente de porter cette préoccupation à travers plusieurs associations de recherche et la revue *Perspectives Missionnaires* que je préside et que DM-Échange et Mission soutient, ce dont je le

¹ Conférence donnée la veille du Synode missionnaire romand, le 8 juin 2018 à Sornetan. Son caractère oral a été conservé dans ce texte.

remercie. Mon contexte n'est donc pas le vôtre, mais comme une bonne partie de notre histoire nous est commune et que nous appartenons à la même aire culturelle, j'espère que ma contribution à votre réflexion sera utile.

Je conduirai cette réflexion en trois temps : tout d'abord je repartirai de ces années 1960, riches en innovations de toutes sortes – on commémore aujourd'hui les événements mondiaux de mai 1968 – pour essayer de décrire, dans leurs grandes lignes les innovations survenues dans monde missionnaire. Dans un deuxième temps je tenterai d'illustrer la mise en œuvre de ces innovations en faveur d'une Église devenue ou redevenue missionnaire de 1960 à nos jours, sans négliger ce que je nomme des empêchements. En effet, il faut regarder la réalité en face, avec ses ombres et ses lumières, afin de ne pas faire fausse route. Enfin, dans un troisième temps conclusif, je poserai quelques conditions à remplir pour pouvoir répondre à la question posée dans le titre de cette conférence « les temps sont-ils mûrs ? »

Les mutations du monde missionnaire dans les années 1960

Le choc des années 1960

Comme je vous l'ai dit, il y a un instant, le slogan-programme « La mission de partout vers partout » émane de la conférence mondiale mission et évangélisation du Conseil œcuménique des Églises de Mexico. Cette conférence s'est tenue du 8 au 19 décembre 1963, quelques semaines après la naissance, le 23 novembre, du Département missionnaire Romand, voulue tant par les Églises cantonales réformées que par quelques Église libres de Suisse romande. La proximité de ces deux dates n'est pas un hasard. En effet, la conférence missionnaire de Mexico est la première convoquée par la nouvelle Commission pour la mission et l'évangélisation du Conseil Œcuménique des Églises qui succède au Conseil International de Missions créé en 1910. Ce Conseil International de Missions réunissait tous les dix ans en une conférence internationale, les représentants des Sociétés missionnaires qui étaient alors toutes indépendantes des Églises. Parmi ces Sociétés missionnaires, on comptait alors pour la Suisse romande, la Mission suisse romande créée en 1883 pour fonder notamment la Mission en pays tsonga, aujourd'hui le Mozambique avec ses prolongations en Afrique du Sud, et la Société des Missions Évangéliques de Paris créée soixante ans auparavant, en 1822, et qui avait fondé la mission au Lesotho puis au Zambèze et hérité d'autres missions en Polynésie, Mélanésie, Madagascar, Gabon, Cameroun et Togo. De nombreux missionnaires suisses ont été engagés dans ces champs de mission, selon l'expression de l'époque.

Comme la conférence de Mexico est aussi la première convoquée depuis que la majorité des pays dit de mission en Afrique et en Asie étaient devenus indépendants, et que leurs Églises étaient devenues autonomes, les délégués

composant cette conférence étaient tous des responsables d'Églises du Nord et d'Églises du Sud et non plus des délégués des seules Sociétés missionnaires du Nord. Écartées de la concertation mondiale, que devenaient alors ces Sociétés missionnaires et leurs agents ? Elles devaient se transformer et leur action s'intégrer désormais aux Églises. C'est ce qui se déroule en Suisse romande avec la création du Département missionnaire romand patronné par le Synode missionnaire romand. En France, un peu plus tard, en 1971, on crée simultanément, l'équivalent du DM, le Défap – Département Évangélique Français d'Action Apostolique, même si on ne lui donne pas tout à fait la même forme de gouvernement qu'en Suisse, et le successeur de la Société des Missions Évangéliques de Paris, la Cevaa, Communauté Évangélique d'Action Apostolique.

Vous me pardonnerez, je l'espère, ce bref rappel institutionnel, mais il était utile de le faire pour comprendre ce qui s'est joué dans les années 1960. À ce moment-là ont été posés, simultanément la matrice institutionnelle de notre organisation missionnaire commune de langue française actuelle – même si plusieurs pays concernés sont d'une autre langue, notamment anglaise, portugaise et espagnole – et le modèle ou paradigme nouveau du projet missionnaire de nos Églises. Dit autrement encore, on a consacré simultanément la disparition de la frontière entre mission et Église et l'unification des chrétiens du monde entier, dans l'action missionnaire². On voit bien, au passage, que ce grand processus correspond à la vague de fond œcuménique qui traversait le monde au même moment avec la tenue du Concile Vatican II.

Choc nouveau ou réplique ?

Avant de passer à la suite pour voir comment, concrètement, le nouveau paradigme missionnaire et les décisions institutionnelles des années 1960 sont entrées dans les faits, je voudrais prendre un tout petit peu de recul pour essayer de comprendre pourquoi ces changements surviennent dans les années 1960. Généralement pour expliquer les mutations sociales de toutes sortes, on décrit ce qui se passe en corrélant les événements ; ainsi vous ai-je dit d'entrée de jeu que les mutations survenues dans les années 1960 étaient autant d'ordre politique que d'ordre religieux, et je pourrais ajouter, d'ordre social, économique, culturel, éthique, etc. Mais en procédant ainsi, on en reste à une description synchronique des événements, mais pas diachronique. Or, comme le titrait le livre écrit en 1977 par un théologien français bien oublié depuis, mais important, Georges Casalis : *Les idées justes ne tombent pas du ciel*. Les idées justes sont souvent des idées recyclées, réactualisées qui, semblables à des graines, attendent un terreau et une saison favorables pour germer à nouveau. Ainsi, l'idée qu'entre Mission et Église la frontière peut tomber – et doit tomber – que les chrétiens peuvent s'unir – et doivent s'unir – pour témoigner ensemble n'est pas une idée nouvelle. Mais dire

² Cf. *Record of the Meeting held in Mexico City*, Edinburgh House Press, 1964 ; et R. K. Orchard (ed.), *Witness in Six Continents*, London, 1964. Message traduit en français par le COE/CME, réf. Mex-36, Genève 1963 (dactylographié).

cela ne doit pas avoir « un effet démobilisateur » c'est-à-dire, provoquer une expression connue du type : « on l'a déjà fait ! », sous entendu, ça n'a pas marché et ça ne marchera pas. Au contraire, si ça n'est pas nouveau et que ça revient c'est peut-être parce que des empêchements se sont produits, mais qu'en levant ces empêchements on se donne une nouvelle chance de faire en sorte que ça marche.

Mon hypothèse sur ce sujet est la suivante : l'idée que la mission chrétienne est la mission de l'Église et que cette mission a un effet unifiant pour les chrétiens, se trouve déjà à l'origine du mouvement missionnaire contemporain qui démarre au début du XVIII^e siècle. Mais cette idée a été mise entre parenthèses pendant un bon siècle, de 1860 à 1960 environ, du double fait du caractère national des Églises d'Occident d'alors et du projet colonial dans lequel elles se sont trouvées enchassées. En effet, il fut pratiquement impossible aux Églises avant leur découplage d'avec les États-nations de se soulever dans la mission, tant intérieure et extérieure car elles étaient inscrites dans le sillage de l'État, voire surveillées par lui et, en tout cas, en conformité avec son souci d'ordre social et de statu quo juridique. Et ce processus ne concerne pas la France seulement, dont on connaît la connivence puis la défiance des relations Églises/États ; je pense que c'est partout semblable en Europe, la preuve en est qu'au sein même des sociétés missionnaires comme à leur périphérie, ce sont les membres des Églises séparées de l'État, les fameuses *Free Churches* qui ont souvent été porteuses des initiatives missionnaires prometteuses tant pour les populations concernées en termes d'initiatives et d'autonomie que pour les Églises qui les ont envoyés et qui étaient résolument missionnaires dans leur propre pays. En Suisse romande, vous avez le bel exemple d'Ernest Creux et de Paul Berthoud, fondateurs de Valdezia la première station de la Mission suisse romande aux Spelonken dans le Transvaal³. Ils étaient tous deux membres de l'Église libre du canton de Vaud, tout comme Adolphe Mabile, missionnaire de la Mission de Paris au Lesotho, d'où ils sont partis et qui leur avait ouvert la voie. Quant au projet colonial contemporain, dont il ne faut pas oublier qu'il ne s'appliqua véritablement au plan territorial qu'à partir des années 1860, il a enfermé le mouvement missionnaire dans un carcan en le cantonnant dans des territoires, en morcellant et en opposant ses groupes, en l'assujettissant à son projet sous couvert de civilisation. Je peux aussi vous le prouver, mais la démonstration serait trop longue à faire dans le temps qui m'est imparti.

Mais tout cela n'a duré qu'un siècle, un siècle d'années de plomb, j'en conviens, qui ont laissé des traces, mais le plomb a fondu avec le court-circuit général des années 1960. Et donc, sans dire et ou faire croire qu'on va tenter de refaire ce qu'on fait nos prédécesseurs de la période précoloniale – car on ne refait pas l'histoire – il faut se dire que ce qui est découvert en 1960 n'est pas nouveau, au contraire, que cela correspond à ce qu'est fondamentalement la mission de l'Église de tout temps ; mais il faut rouvrir l'agenda de la mission avec un ordre du jour

³ Sur les rapports entre la Mission de Paris et la Mission suisse romande à propos de la mission aux Spelonken, voir : Jean-François Zorn, *Le Grand siècle d'une mission protestante. La Mission de Paris de 1822 à 1914*, Paris, Karthala, 2012, p. 404-414.

adapté au temps que nous vivons et pour cela lever les empêchements anciens qui sont encore sur notre chemin et les empêchements nouveaux que nous y mettons nous-mêmes. Voyons maintenant comment concrètement « la mission de partout vers partout » s'est mise en œuvre depuis les années 1960, quelles ont été ses forces et ses faiblesses.

Une mise en œuvre prometteuse malgré des empêchements

Initiatives

Un des *leit motiv* de la fameuse conférence missionnaire de Mexico en 1963, j'y reviens une dernière fois, fut d'affirmer, selon l'expression de Willem Visser't Hooft, secrétaire général du COE, que la mission est un « test », « une pierre de touche de la foi de l'Église ». On ne peut plus penser l'Église autrement que comme envoyée dans le monde, de sorte que le monde entier est devenu le champ missionnaire.

La conférence de Mexico a passé son temps à tirer les conséquences de cette vision de la mission de l'Église notamment en direction du monde profane faisant par là-même disparaître les frontières classiques de la mission entre le cercle des croyants chrétiens et ceux des incroyants et autres croyances, car le monde est un et leur est commun. Mais les croyants chrétiens ont une responsabilité dans le monde, celle de lire les signes de la présence de Dieu par son Esprit en son sein et de les révéler aux autres. Ce point de vue consacre ce qu'on appellera dans les années suivantes « les théologies du monde » dont il fallut inventer leurs traductions missionnaires.

Si l'Église est par essence missionnaire, elle doit renforcer tout ce qui fait d'elle une envoyée et abolir ce qui l'empêche de l'être. Ainsi son unité est-elle requise : les traditions ecclésiales diverses et les structures missionnaires séparées des Églises, constituent des obstacles au témoignage commun des chrétiens. Ils doivent donc franchir voire abolir les frontières qui se sont installées entre eux pour agir ensemble : ainsi on prône l'évolution voire la disparition des sociétés de mission et leur intégration dans les Églises. En attendant on suggère que des actions missionnaires communes à caractère international soient lancées en divers lieux du monde et désignées alors *Joint Action* traduit en français par Actions Apostoliques Communes. Cette idée piqua au vif le pasteur Jean Kotto, secrétaire général de l'Église évangélique du Cameroun, présent à Mexico. L'année suivante, à l'assemblée générale de la Société des Missions évangéliques de Paris, dont il faisait partie du Conseil, il lança son fameux appel en faveur d'une action missionnaire commune dont voici un bref extrait dans un langage bien d'époque : « Noirs et Blancs, Malgaches et Polynésiens iront ensemble main dans la main, comme envoyés de l'action missionnaire des Églises francophones, porter le message de

salut à ceux qui ne le connaissent pas encore et à ceux qui risquent d'être ballottés et emportés par le vent des opinions non-chrétiennes⁴ ».

Je trouve intéressant qu'avant même la création de la Cevaa, en 1971, on ait lancé une action missionnaire nouvelle manière, préfigurant ce que devait être cette Communauté d'Églises se substituant à une Société de missions :

Quatre caractéristiques peuvent être relevées dans l'appel du pasteur Kotto :

- ecclésiologique : les chrétiens du nord et du Sud sont envoyés ensemble en mission par leurs Églises respectives ;
- théologique : leur rôle de ces chrétiens est d'annoncer le salut à ceux qui ne le connaissent pas en pratiquant le témoignage, la mission demeure donc un combat contre les opinions non-chrétiennes ;
- géographique : il n'y a plus de pays qui seraient, les uns, des « donneurs de mission » et les autres des « receveurs de mission », mais tous doivent être considérés comme « en état de mission » ;
- ministériel : il n'y a plus des missionnaires de métier, mais des chrétiens appelés à le devenir.

Ainsi on créa au milieu des années 1960, simultanément deux Actions Apostoliques communes, l'une en Pays fon au Dahomey, et l'autre en Pays poitevin en France. Ainsi la France, vieux pays soi-disant chrétien dont le Poitou était un territoire de tradition huguenote en voie de déchristianisation et le Dahomey, vieux pays soi-disant païen dont le pays fon était un haut lieu du culte vaudou ayant rejeté des missions chrétiennes antérieures, étaient vus, l'un comme l'autre comme des terres de mission. Et au lieu d'envoyer dans ces deux pays des missionnaires chevronnés venus de l'outre-mer, entendu dans les deux sens, on mit en place des équipes internationales d'Européens (Français, Suisse, Italiens) d'Africains (Togolais, Dahoméens, Camerounais), de Malgaches et de Polynésiens pour entreprendre, comme on le dira un peu plus tard une mission de type « holistique », c'est-à-dire globale incluant l'évangélisation et la constitution de communautés nouvelles en même temps que l'action éducative, sanitaire et agricole. Cette nouvelle forme de mission répond aussi à un slogan-programme de l'époque : « Tout l'Évangile à tout l'homme ». Ces expériences pilotes durèrent chacune une dizaine d'années avant d'être remises aux Églises établies, réformée en France et méthodiste au Bénin.

À partir des archives que j'ai trouvées, j'ai dressé un bilan de ces deux expériences pilotes⁵. Elles n'ont pas été reproduites à l'identique ailleurs, pour diverses raisons, mais elles ont durablement façonné d'autres actions conduites dans l'esprit de la Cevaa, créée en 1971, telles que les visites d'Église à Église, les

⁴ Jean Kotto, « L'action missionnaire commune des Églises francophones », dans Charles Bonzon & Jean Kotto, *Face à l'avenir*, Paris, SMEP, 1965, p. 42.

⁵ « L'action apostolique commune : un nouveau modèle missionnaire après les années 1960 », dans Gilles Routhier et Frédéric Laugrand (dir.), *L'espace missionnaire. Lieu d'innovations et de rencontres interculturelles*, Paris/Québec Karthala/Presses de l'Université de Laval, 2002, p. 305-328.

actions communes, les projets missionnaires des Églises sur la base des cinq principes suivants que j'énonce ainsi :

- **1** : toute action missionnaire doit désormais inclure la réciprocité et le partenariat. Elle n'est jamais décidée par un seul partenaire et à son seul bénéfice afin de briser l'habitude ancienne selon laquelle dans l'action missionnaire, l'un décide et donne et l'autre subit et reçoit ; l'action missionnaire s'inscrit dans une démarche d'échange et de partage ;
- **2** : l'échange et le partage en mission peuvent porter sur de multiples thèmes. En insistant sur l'aspect global des premières Action Apostolique Communes, on voulait montrer que la mission devait s'incarner dans l'action et englober toute la vie humaine. Mais la Cevaa tout particulièrement insista sur la nécessité des Églises de se recentrer sur le cœur de la mission qu'elle nomma alors animation théologique : les Églises ne sont pas des ONG, même si elles conduisent encore de nombreuses œuvres souvent héritées du temps missionnaire, mais elles sont des porte-paroles et des interprètes du message du salut du Christ pour les humains, ce qui nécessite de reprendre, d'approfondir et de partager la question du témoignage en commun et du contexte dans lequel se déroule ce témoignage ;
- **3** : les envoyés, puisque c'est ainsi qu'on nomme désormais les missionnaires mis au service de ce type d'action, ne viennent plus du Nord exclusivement ; quand ils viennent encore du Nord, ils ne sont plus des « patrons » selon l'expression populaire qui dans les pays du Sud qualifiaient (et qualifient encore) les Blancs ; ils sont désormais des « ouvriers » travaillant dans, pour et avec l'Église du lieu sensée être porteuse d'un projet missionnaire ;
- **4** : quand ces envoyés viennent du Sud et qu'ils travaillent au Nord, ils sont les porteurs d'une mission en retour, alors que ceux qui viennent du Nord et qui travaillent au Sud, sont porteurs d'une mission de soutien. Non seulement cela change le regard qu'on porte sur les porteurs de mission, mais sur leur mission elle-même et – précision importante – sur la formation à la mission qu'ils reçoivent au départ, en cours de route et à leur retour dans leur pays, puisque vous l'avez compris, il n'y a plus de missionnaires au long cours. Dans les deux situations, le témoignage personnel, la capacité d'écoute et de dialogue, la compétence et l'initiative de l'envoyé sont requises ;
- **5** : l'action missionnaire sous cette forme nouvelle conduit à changer la manière de formuler l'information missionnaire et de concevoir l'animation missionnaire en Europe notamment : traditionnellement l'informateur/animateur missionnaire venait avec des récits et des images d'une action missionnaire se déroulant ailleurs et sollicitant pour elle

soutiens moral, spirituel et financier. Sans abandonner cette perspective qui perpétue et renforce la solidarité, l'informateur/animateur doit chercher à éveiller la conscience missionnaire de l'Église qu'il informe et anime, à l'aide des ressources dont il dispose et dont disposent les services missionnaires.

Ouvertures et Empêchements

Ces cinq principes énoncés, je voudrais mes amis vous parler maintenant à partir tout à la fois de mon expérience de terrain et de mon analyse de laboratoire en quelque sorte. Ainsi je voudrais mettre à l'épreuve du temps et de l'espace ces cinq principes. Je pense que vous mesurez quel changement de mentalité leur mise en œuvre a exigé, changement de mentalité nécessaire pour faire à la fois évoluer les pratiques et les modèles ou paradigmes missionnaires. Dans mes propos, il ne s'agit pas de faire preuve ni d'optimisme ou de pessimisme, ni d'être soit positif ou soit négatif, ces catégories faciles et pauvres cachent la réalité. Or c'est elle, la réalité qu'il faut voir en face sans fard ni complaisance, mais sans qu'elle nous domine au point de nous paralyser. C'est là qu'il faut mesurer la force de nos convictions et leur capacité à influencer, voire changer la fameuse réalité. Je reprends ainsi les cinq principes :

Le premier principe sur la réciprocité et le partenariat en mission suppose l'égalité – de droit – des protagonistes de l'action missionnaire : égalité devant les autres, principe républicain propre à nos démocraties, mais aussi égalité devant Dieu, principe théologique de la solidarité. Certes ne confondons pas égalité et uniformité et respectons nos différences ! Mais l'égalité de droit suppose tout de même qu'on fasse quelques progrès en matière d'égalité de fait. Impossible sur ce plan d'éviter les questions de gouvernance et d'économie quand on sait que nos activités d'Église passent par des décisions financières, les activités missionnaires également. Aussi quand les budgets missionnaires ont cessé d'être pilotés par les Sociétés missionnaires qui en étaient seules responsables, les Départements missionnaires ont commencé à recueillir de l'argent dans les Églises qu'ils ont versé dans une corbeille commune, celle de la Cevaa tout particulièrement, placée désormais sous la responsabilité d'un Conseil représentatif des Églises du Nord et du Sud disposant chacune d'une voix. Dans cette corbeille, l'argent donné n'appartient plus aux donateurs mais à la communauté qui en dispose et la répartit en fonction des projets missionnaires des Églises. Or chacun sait que la proportion de l'argent venu du Églises du Nord est de l'ordre de 90% du total, les autres 10% venant des Églises du Sud alors que les Églises du Sud sont majoritaires dans la communauté. Ces pourcentages n'ont pratiquement pas bougé depuis un demi-siècle.

Or, au nom de la solidarité évangélique, d'une part, et de la prise en compte de la situation économique des pays et des Églises concernée, d'autre part, cette

situation était acceptée dans les années 1960-1970. Mais on ne peut nier que l'on espérait secrètement que la situation mondiale évolue positivement au nom de la théorie économique du décollage en faveur des pays dits en voie de développement dans lesquels se trouvaient la majorité des Églises du Sud. Que, par conséquent, sans s'inverser, cette proportion 90%/10%, se rééquilibrerait avec comme effet d'augmenter la contribution des Églises du Sud s'enrichissant, sachant que celles du Nord s'appauvrissaient. Que ceci aurait pu avoir un effet bénéfique pour des projets missionnaires au Nord qui en avait bien besoin. Or, vous le savez, dès les années 1980, la dégradation des termes de l'échange, selon l'expression des économistes, entre le Nord et le Sud s'est accentuée, les pays du Sud devenant plus pauvres et ceux du Nord plus riches ; plus exactement, les gens les plus pauvres des pays du Sud et du Nord sont devenus plus pauvres et les plus riches du Sud et du Nord sont devenus plus riches. C'est notre situation actuelle. La question qui se pose à cet endroit est de savoir de quel côté se trouvent les Églises : des riches ou des pauvres et si des déplacements de flux financiers ne devraient pas se produire et pas nécessairement du Nord vers le Sud mais du Sud vers le Nord. Problème très sensible qui nécessiterait pour être bien posé de s'appuyer sur des données fiables, par exemple l'analyse des budgets des Églises permettant de voir quelle part est consacrée aux actions missionnaires.

Lors de l'assemblée anniversaire des 40 ans de la Cevaa à Torre Pellice en 2012 à la conduite de laquelle j'ai été associé, cette question a été débattue et relatée dans une brochure où l'on peut lire le diagnostic suivant : « Les finances de la Communauté connaissent une stagnation depuis plusieurs années. Tout ce que l'on veut entreprendre, notamment dans le domaine de l'Animation théologique risque d'être compromis à cause du manque de fonds [...] Il convient de revoir à la hausse les contributions provisionnées de certaines Églises à la caisse commune de la Cevaa, contributions auxquelles seront ajoutées des contributions volontaires⁶. »

Cette déclaration s'applique tant à nos Églises du Nord qu'à celles du Sud. L'argent n'est pas tout, même si l'on dit que c'est « le nerf de la guerre ». Il demeure cependant un bon test dans nos Églises de ce qui est donné ou pas pour les autres, car dans une communauté on ne se sert pas soi-même puisque tout se fait sous le regard des autres. La baisse des ressources de la communauté risque de compromettre ce que la Cevaa nomme « animation théologique », c'est-à-dire tout ce qui contribue à vivifier le témoignage et l'action missionnaire des Églises qui en sont membres. À bon entendeur, salut !

C'est le deuxième principe du cœur de la mission qui est posé là ; ce cœur est aujourd'hui délesté de toute ce qui faisait de la mission ancienne une entreprise qui comprenait, en plus de l'évangélisation, les fameuses œuvres éducatives, médicales, sanitaires, sociales, quelquefois agricole et artisanale. La question qui se pose à nous est donc bien de savoir si nous voulons que les moyens modestes (en argent, en

⁶ Samuel Désiré Johnson & Jean-François Zorn, *Cevaa 40 ans après*, Fiches d'animation théologique issue de l'AG de 2012, Cevaa, 2012, Fiche 8, *Gouvernance et finances des Églises de la Cevaa* p. 30.

personnes, en espace et en temps disponibles) dont nous disposons soient destinés à faire battre le cœur du projet missionnaire, ce que la Cevaa nomme l'animation théologique, plutôt que de soutenir des actions qui satisfont des besoins sans doute utiles et nécessaires, mais qui ne relèvent pas directement pas de la communauté d'Églises en mission. Peut-être y a-t-il un deuil à faire, ou une distinction – sans séparation – à faire entre ce qu'il est urgent d'être, comme Église dans la société et d'autres aspects à confier à d'autres organisations ou associations.

Quels sont alors les nouveaux défis qui sont devant nous pour devenir une Église missionnaire : j'en vois quatre :

- **1** - apprendre ou réapprendre à exprimer notre foi dans l'espace public, avec des mots courants, mais sans renier les mots chrétiens pour autant, même les gros mots de la théologie comme salut, péché, sainteté... mais dont le sens originel doit être réactualisé, ce qui exige un important travail biblique d'interprétation ;
- **2** - apprendre ou réapprendre à écouter les autres, et à comprendre leurs aspirations. Sur ce point, j'indique une piste du travail biblique : dans le fameux chapitre 8 de l'épître aux Romains, l'apôtre Paul décrit en quatre phrases tout un chemin d'écoute : **1** « la création attend avec impatience la révélation des fils de Dieu », **2** « la création sera libérée de l'esclavage du périssable pour avoir part à la liberté glorieuse des enfants de Dieu », **3** « la création tout entière soupire et souffre des douleurs de l'enfement », **4** « l'Esprit vient au secours de notre faiblesse ». Que sont ces soupirs de la création sinon ce que je nommais il y a un instant les « aspirations » ? C'est-à-dire, les attentes, les espoirs, l'espérance d'un monde renouvelé, libéré. Alors que nous n'entendons souvent que plainte, désespoir, vengeance... sachons que ce sont les souffrances de l'enfement dont parle Paul qu'il faut accepter – voire subir – avant que la nouvelle naissance ne survienne ;
- **3** - apprendre ou réapprendre à dialoguer avec les autres, c'est bien la première condition pour que survienne cette nouvelle naissance. Mais il faut s'entendre sur le mot dialogue qui est très en vogue aujourd'hui mais dont la mise en œuvre est ambiguë et difficile. En effet, depuis les années 1960, les instances chrétiennes ont cessé d'opposer dialogue et mission. Avant 1950, le dialogue avec les autres religions était vu comme une voie ouverte à leur reconnaissance qui conduisait nécessairement à la relativisation du christianisme, alors que celui-ci se percevait comme la seule et vraie religion surplombant les autres ; selon cette posture, la mission devait alors éliminer les autres religions et les convertir au christianisme ; puis, à compter des années 1960, on a vu le dialogue comme le préalable à la mission de conversion. Cette attitude n'était pas non plus exempte d'ambiguïté et les adeptes des autres religions s'en sont méfiés, voyant dans le dialogue entrepris par les chrétiens une forme de ruse. C'est vers les années 1980

qu'on a abandonné cette posture dit apologétique et que l'on a considéré le dialogue en lui-même comme une nécessité pour comprendre l'autre religion, mais également faire comprendre la sienne. Certains chrétiens ont résisté devant cette évolution invoquant alors le risque du prosélytisme dès lors que chacun affirme sa vérité face à l'autre. Souvent cela a conduit au silence des chrétiens alors que du côté des religions revivifiées, comme l'islam, on ne s'est pas gêné de faire, précisément, du prosélytisme. Le monde évangélique – du moins certaines tendances – a aussi fonctionné de cette manière. Il me semble qu'il faut dépasser ces postures et considérer qu'il n'y a pas de dialogue sans un énoncé sincère et sans arrière-pensée de sa vérité à condition que les protagonistes de dialogue soient sur un pied d'égalité. Sinon le dialogue perd toute saveur en même temps qu'il perd tout utilité : l'autre ne sait même pas ce que je crois. Quant à la conversion, personne ne peut convertir l'autre – ou alors du point de vue évangélique, c'est une imposture – c'est Dieu qui convertit. Aussi n'est-il pas exclu que, dans le dialogue en vérité, surgisse une conversion. Mais cette exigence d'un dialogue inter-vérités est difficile pour au moins deux raisons : entre religions, nous ne sommes pas au même niveau, disons en gros que les protestants classiques que nous sommes sont plutôt critiques et libéraux vis-à-vis des textes bibliques et de leur corpus doctrinal alors que les musulmans sont plutôt littéralistes et conservateurs tant vis-à-vis du Coran que de leur doctrine. Mais là encore, c'est une question d'apprentissage et c'est la deuxième condition du dialogue, le vivre ensemble, qui peut permettre de se parler même si l'on ne part pas du même point de vue théologique ;

- **4** - apprendre ou réapprendre à vivre ensemble, en effet, ça paraît aller de soi mais dans nos sociétés contemporaines urbanisées et concentrées, individualisées et anonymisées, on partage de moins en moins de vie sociale spontanée ou organisée de sorte qu'il faut recréer des temps spéciaux comme en France, par exemple la fête des voisins, pour se parler et échanger... Mais c'est un peu comme la semaine de l'Unité des chrétiens, c'est une fois l'an si on ne parvient pas à en faire un mode de vie permanent, c'est dommage. Là-encore, si l'on parvient à revivifier le vivre ensemble, à faire des choses ensemble, il faut cesser d'opposer la parole à l'action selon le vieux mot d'ordre du christianisme social qui disait : « l'action unit, la doctrine divise ». L'action peut tout autant diviser que la parole. Le vivre-ensemble comme le parler ensemble, ça se travaille.

Concernant le troisième et le quatrième principe qui touchent aux envoyés tant du Nord que du Sud, et que je voudrais envisager ensemble, je voudrais dire ceci : quand nous regardons les statistiques de nos services missionnaires – je ne l'ai pas fait précisément avant cette conférence – non seulement il y a moins d'envoyés aujourd'hui que de missionnaires jadis, mais leurs séjours comme envoyés est sous contrat limité et ces envoyés ne sont plus, pour les raisons que j'ai évoquées plus

haut, le cœur du dispositif missionnaire. Mais je demeure persuadé que leur rôle est fondamental. Il y a une dizaine d'années en France, alors la conscription militaire s'était achevée et qu'avec cette suppression c'est tout un pan du volontariat de la jeunesse en coopération qui disparaissait, le président du Conseil du Défap et son secrétaire général, adressaient une lettre aux présidents des Églises membres de la Cevaa dont voici un extrait : « Nous voulons attirer votre attention, Monsieur le président, sur une situation que nous considérons comme dangereuse pour la vie et l'avenir de notre Communauté. Il y a danger que les liens entre nos Églises se distendent en raison de cette raréfaction des échanges. Les Églises de France jugent l'efficacité des organismes comme le Défap ou la Cevaa au nombre d'envoyés qu'ils sont capables de gérer et d'accompagner. Inutile de vous préciser qu'un nombre d'envoyés trop bas nous discrédite aux yeux de beaucoup des protestants en France qui se posent des questions sur l'utilité de leur contribution missionnaire. Personne en France ne se satisfait d'un modèle missionnaire dans lequel la Cevaa ne ferait plus que distribuer des fonds pour soutenir les projets nationaux des Églises. Moins d'envoyés, c'est aussi moins d'Églises locales impliquées dans le lien spirituel fort que représente un envoi de personnes, ce qui se traduit par un désintérêt progressif pour tout ce que la Cevaa peut proposer par ailleurs et des risques sérieux de diminution des contributions. Nous tenons à partager avec la plus grande franchise cette préoccupation avec vous⁷. »

Cette lettre dit très clairement que la mission passe par des personnes, les envoyés, et elle a raison. Ce sont eux qui donnent un visage à la mission ; sans les échanges humains que ces personnes incarnent, la mission des Églises court le danger de l'invisibilité. Ce qui manque sans doute à cette lettre, c'est l'affirmation que cet envoi de personnes, devrait être à nouveau porteur du cœur de la mission, le partage et la transmission de l'Évangile, et ne pas être un simple mouvement de personnel technique ; il manque aussi la reconnaissance de la fonction d'envoyé des boursiers en formation dans nos Églises et surtout la reconnaissance de la fonction d'envoyé des pasteurs et animateurs de communautés « issues de l'immigration » selon la formule française. Ils sont l'expression vivante de l'existence et du témoignage de ces communautés dans nos pays. Ce n'est parce que ces personnes n'ont pas le statut d'envoyés estampillés par un organisme, qu'elles sont quelquefois des électrons libres qu'elles ne sont pas des envoyés. Si le métier traditionnel de missionnaire a disparu, et si nous disons que nous sommes tous appelés à être missionnaires avec des phases plus marquées que d'autres, alors il convient de valoriser ce mouvement de personnes qui vont et viennent de plus en plus comme une expression nouvelle de la mission.

J'en viens pour finir au cinquième principe qui concerne l'information et l'animation missionnaire. S'il vient juste après ce que j'ai dit des envoyés, ce n'est pas un hasard, car je l'ai dit plus haut, le missionnaire ancienne formule était au cœur du dispositif d'information et d'animation missionnaire. Une partie de ses

⁷ Lettre des pasteurs Jean-Arnold de Clermont (président du Conseil du Défap) et Christian Bonnet (secrétaire général), aux présidents des Églises membres de la Cevaa, Paris Le 4 février 2007.

congés étaient consacrés à cela. Il disposait d'un matériel audio-visuel, d'une librairie, d'expositions qui constituaient un équipement très performant. Son expérience personnelle souvent de la taille de sa barbe quand il s'agissait d'un homme venait couronner des tournées missionnaires mémorables dans les paroisses. Les plus anciens parmi vous s'en souviennent sans doute. Tout cela a pratiquement disparu.

J'ai été responsable de l'animation missionnaire dans les paroisses de France au titre du Défap, pendant une dizaine d'années dans les années 1980, puis quand j'ai quitté le Défap, j'ai continué à faire des conférences. À cette époque, je me suis heurté à deux types de problèmes. Le premier est celui que je viens d'évoquer, à savoir la quasi disparition des missionnaires au long cours dont les tournées missionnaires faisaient partie de leur cahier des charges. Il était beaucoup plus difficile de mobiliser pour des animations des volontaires de retour après un bref séjour outre-mer parce qu'ils étaient absorbés par la recherche et la reprise d'un travail en France. Et puis, j'ai rencontré une certaine réticence de leur part de venir parler devant des auditoires d'Église soit parce qu'ils n'étaient ni prêts ni formés pour le faire, mais aussi parce qu'ils avaient de la peine à parler des difficultés rencontrées sur place et notamment de la situation des Églises dont il faut bien dire qu'elle n'est pas toujours édifiante. Quant à ceux qui acceptaient de parler, leurs critiques, quand ils avaient à en faire, n'étaient pas toujours acceptables ni acceptées par les paroisses. Heureusement, certains envoyés de retour sont prêts à témoigner de tout ce qu'ils ont reçu pour leur foi personnelle et en matière de découvertes interculturelles. Mais, ces témoignages nous manquent. Il faut les solliciter, les soutenir, les promouvoir.

Le deuxième type de problème auquel je me suis heurté est le fait que, considérant qu'elles n'étaient plus suffisamment irriguées par les témoignages et les informations missionnaires directes, ancienne manière, certaines paroisses se sont lancées dans ce que nous avons nommé en France « l'aide directe ». Elles prenaient directement contact avec des paroisses, des écoles, des dispensaires des Églises du sud et s'engageaient dans des aides directes, flux financiers et voyages à la clef, au détriment quelquefois des dons à verser au Défap. Certaines de ces expériences furent de vraies réussites, mais plusieurs autres ont conduit à des déconvenues dont on pourra reparler, que j'ai dû aller régler sur place pour rattraper la situation. L'aide directe est aussi un symptôme d'un certain refus des paroisses devant la nouvelle machinerie missionnaire mise en place après la disparition des Sociétés de mission. L'argent des paroisses n'étant plus perçu directement par la Société des missions, mais collecté dans le cadre des cibles synodales des Églises, versé au Défap qui le reverse ensuite à la Cevaa, certaines paroisses ont critiqué une sorte de « fiscalisation de la mission » (10% du budget de l'Église) et, derrière cette critique, l'information trop institutionnelle du Défap. En effet, le changement des structures – Société des missions – Cevaa – Défap, n'a pas toujours été bien compris, surtout que le mot mission ayant disparu du vocabulaire, remplacé par « action

apostolique », beaucoup de gens ont dit, soit que la mission avait disparu, soit qu'ils ne comprenaient pas les changements institutionnels.

Qu'est-ce que tout cela révèle au fond, et je voudrais terminer par là pour, enfin, aborder en conclusion la question : « les temps sont-ils mûrs ? » L'information et l'animation missionnaire que nous avons données pendant de nombreuses années après la transformation des structures missionnaires n'avait pas fondamentalement changé de nature. Nous poursuivions avec d'autres moyens, sans doute moins performants et surtout moins personnalisés, l'animation que faisaient les missionnaires eux-mêmes : venir expliquer aux gens de nos paroisses du Nord ce qui se passe dans les Églises du Sud et continuer de demander la solidarité des Églises du Nord vis-à-vis de celles du Sud en termes spirituels (la prière), matériel (l'offrande), personnel (les envoyés). Aussi utile, nécessaire et indispensable que soient cette information et cette solidarité, elles restent orientées Nord-Sud. Elles demeurent l'affaire des membres d'Église – et il y en a heureusement encore – qui pour diverses raisons, personnelles, familiales, spirituelles, intellectuelles, « aiment la mission ». Mais de nombreux autres, sans détester la mission, soit ne savent pas ou plus ce que c'est et disent « ah oui, c'est l'affaire des anciens de l'Afrique, de Madagascar ou du Pacifique ! » et sont indifférents, soit attendent autre chose que cette seule information sur la mission ailleurs que chez eux. Et ressort cette vieille critique de la mission : « Pourquoi allez-vous, vous occuper des problèmes des autres alors qu'il y en a tant à régler ici ? ». Je peux vous dire que cette critique ne date pas d'aujourd'hui, elle est née avec le mouvement missionnaire au début du XIXe siècle et elle se réactive aujourd'hui face au problème, massif dans la tête des gens, de la crainte de l'immigration en Europe.

Les temps sont-ils mûrs ?

Mais cette crainte, qu'il faut voir en face, ne pas stigmatiser, informer, traiter et guérir si possible, est un symptôme de plus du malaise face à la mission qui change et qui n'a pas encore trouvé son point d'appui. Elle pose frontalement la question, que les remarques et les actions quelque peu mal pensantes de nos fidèles induisent : quelle est notre mission ici en Europe, globalement dans notre continent et localement dans nos paroisses ? Tiens, je tombe à nouveau sur un autre slogan-programme œcuménique des années 1960 : « penser globalement et agir localement ». Oui, il s'agit bien de cela. Non pas abandonner la vue globale des choses, la mondialisation et le multilatéralisme des échanges dans le monde que la mission nous a appris, mais ne pas oublier le local, « le plancher des vaches » où nous vivons au quotidien.

En effet, pour que le slogan-programme « la mission de partout vers partout » ne soit pas vidé de son sens et ne devienne pas « la mission de nulle part vers nulle part », il faut que nous considérions enfin que nos Églises locales sont en

état de mission, capables de solidarité missionnaire, ailleurs et toujours, oui bien sûr, mais tenues d'être missionnaires ici et maintenant. Sommes-nous prêts, les temps sont-ils mûrs, pour nous « réveiller » ? J'emploie à dessein ce vieux mot – réveil ! – qui fut à l'origine du mouvement missionnaire, qui a traversé nos Églises de la tradition réformée classique, les a dilatées aux dimensions du monde et qui doit réensemencer nos pays par le témoignage de l'Évangile comme il l'a fait jadis.

Alors quel témoignage et avec quels moyens ?

Pour prendre à bras le corps la question du témoignage, on ne pourra pas écarter d'un revers de main ce vieux mot qu'est le « paganisme » dont la mission a toujours fait son objet, ce que Kotto nommait « les opinions non chrétiennes ». Il ne s'agit plus seulement des « peuples païens », là-bas en Afrique ou ailleurs, mais bien du néo-paganisme dans nos pays, car la notion de paganisme n'est pas géographique, c'est une notion théologique. Sommes-nous en mesure de la réinterpréter aujourd'hui et d'en faire encore un objectif de la mission ? Si dans la bible les païens sont les peuples qui ne connaissent pas l'Évangile, et qui sont appelés à le recevoir, c'est pour qu'ils découvrent le vrai Dieu, le Dieu vivant en Christ pour tous, capable de détrôner dans les cœurs, les autres dieux qui y règnent. Et quand je parle de ces autres dieux, je ne pense même pas à ceux qu'adorent les autres religions, non, je pense à ces dieux que, dans ses épîtres, l'apôtre Paul nomme idoles⁸. Ce sont de fausses représentations de Dieu dont certaines s'enracinent dans l'humain, l'absolutisent en faisant de lui, par exemple, cet « homme augmenté » auquel rêvent aujourd'hui les transhumanistes. Tel est, selon moi, le néo-paganisme de chez nous et ça me paraît être la pierre de touche pour la mission aujourd'hui.

Est-ce que ça peut se traduire en projet missionnaire ? Je le crois. Car toute lutte contre ce qui défigure l'humain, homme et femmes cessant ainsi d'être des créatures de Dieu, est fondamentalement un projet missionnaire.

Quant aux moyens, je crois que nous les avons avec les organismes que nos Églises se sont donnés, à savoir les services missionnaires tels que DM-Échange et mission en Suisse et le Défap-Service protestant de Mission en France. Pour y avoir travaillé pendant une dizaine d'années et continuer de les servir, je dirais que ce sont des lieux remarquables d'expertise en matière d'évangélisation mutuelle, de relations internationales, interculturelles et interreligieuses et j'ajoute : en matière de mémoire vive de l'histoire. Mais encore faut-il que cette expertise soit vraiment reconnue par nos Églises, que l'intégration de la mission dans l'Église ne soit pas une mise sous le boisseau de la mission, qu'on ne fasse pas de la mission une œuvre de l'Église, mais une Église à l'œuvre. Encore une fois, il faut abolir dans nos esprits et nos structures la distinction entre l'évangélisation qui serait l'affaire des Églises ici et la mission qui serait l'affaire d'organismes pour l'ailleurs. Mission et évangélisation sont un. Je ne connais pas assez la situation en Suisse mais je vois qu'en France, nos organigrammes protestants sont encore des sortes de mille-

⁸ Cf. Ro 1, 18-25, 1 Cor 1, 21s ; 1 Cor 12, 2s ; Gal 4, 8s ; 5, 20 ; Eph 5, 5 ; Col 3, 5.

feuilles où s'entassent et se doublent les structures. Si tout cela se simplifie et se clarifie alors de nouvelles synergies pourraient apparaître : les ressortissants des Églises du Sud qui vivent dans nos pays pourraient dépasser leurs besoins de repli identitaire et œuvrer avec nous à l'évangélisation ; la mondialisation, comme marché des biens et des humains qui nous effraie, pourrait être mieux assumée dans la solidarité et la fraternité ; les relations interculturelles à travers le vivre ensemble, l'art partagé, pourraient enrichir notre connaissance mutuelle ; le dialogue interreligieux pourrait conjurer les formes exclusivistes de nos croyances réciproques ; enfin la réconciliation des mémoires, de l'esclavage et de la colonisation notamment, pourrait s'opérer dans la connaissance de notre patrimoine historique commun.